

Date de convocation :

Le 6 janvier 2022

NOMBRE :

- de conseillers : 23

- de présents : 18

- de votants : 23

**N° d'inscription de l'acte soumis
à l'obligation de transmission
au Représentant de l'Etat :**

04_2022

Secrétaire de Séance :

M. Virginie SOIGNEUX

OBJET :

- Engagement, liquidation et mandatement de dépenses d'investissement avant le vote du budget 2022

**Ainsi fait et délibéré en séance
les jours, mois et an susdits**
Le Maire

François ERLEM

Le Maire :

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa date de réception en Sous-préfecture.

L'an deux mille vingt-deux, le jeudi 13 janvier, à 19 heures, le Conseil Municipal, légalement convoqué s'est réuni en séance publique sous la présidence de Monsieur François ERLEM, suite à la convocation qui lui a été faite cinq jours à l'avance

Etaient présents (18) :

François ERLEM (Maire), Françoise DUPUIITS, Francis DUPIRE, Virginie SOIGNEUX, François BLAT, Fanny RICHARD, Xavier LACAILLE, Valérie MAHIEU, Sandrine MERCIER, Bernard BRESSY, Audrey MONIER, Jean-Paul LANNOY, Stéphane SANSONE, Anne-Françoise MARECHAL, Jean-Philippe MICHEL, Jean-Marc DUMEIGE, Annick CORNELIS, Marie-Claire DELAIRE

Ont donné pouvoir (5) : Charles BENJABEN donne pouvoir à Francis DUPIRE, Romain POLLART à Françoise DUPUIITS, Michaël DELATTRE donne pouvoir à François ERLEM, Simon BRASSART donne pouvoir à François BLAT, Sabine TROUILLET donne pouvoir Virginie SOIGNEUX

M. le Maire rappelle les dispositions extraites de l'article L 1612-1 du code général des collectivités :

Article L 1612-1 Modifié par Ordonnance n°2009-1400 du 17 novembre 2009 - art. 3 : *"Dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.*

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 31 mars ou jusqu'à la date mentionnée au premier alinéa de l'article L 4311-1-1 pour les régions, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, ou jusqu'au terme de la procédure par l'article L 4311-1-1 pour les régions l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

L'autorisation mentionnée à l'alinéa ci-dessus précise le montant et l'affectation des crédits.

Pour les dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une autorisation de programme ou d'engagement votée sur des exercices antérieurs, l'exécutif peut les liquider et les mandater dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'autorisation de programme ou d'engagement.

Les crédits correspondants, visés aux alinéas ci-dessus, sont inscrits au budget lors de son adoption. Le comptable est en droit de payer les mandats et recouvrer les titres de recettes émis dans les conditions ci-dessus.

Le présent article s'applique aux régions, sous réserve des dispositions de l'article L 4312-6."

Envoyé en préfecture le 14/01/2022

Reçu en préfecture le 14/01/2022

Affiché le

les DM, hors ch
les à réaliser 2020, s'élevaient
ID : 059-215903311-20220113-04_2022-DE

Les dépenses d'investissement, y compris les DM, hors ch
« Remboursements d'emprunts » et hors re
pour l'exercice 2021 à 2 936 197,81 €.

Conformément aux textes applicables, il est proposé au Conseil Municipal de faire application de cet article à hauteur de 718 216,08 € (25 % de (2 936 197,81 € - 63 333,48 € (total des restes à réaliser 2021))).

Toutes les dépenses d'investissement (hors emprunts) sont concernées.

Il s'agit des imputations budgétaires ci-dessous :

- nature 2313 « Constructions », fonction 020 « Administration générale de la collectivité », opération 731 « Travaux de couverture et de maçonnerie de l'Eglise » : 632 216,08 € ;
- nature 2111 « Terrains nus », fonction 020 « Administration générale de la collectivité », opération 733 « Achat terrain » : 46 000,00 € ;
- nature 2188 « Autres immobilisations corporelles », fonction 020 « Administration générale de la collectivité », opération 740 « Achat de matériel divers » : 20 000,00 € ;
- nature 2188 « Autres immobilisations corporelles », fonction 020 « Administration générale de la collectivité », opération 741 « Achat de matériel divers amortissable en 1 an » : 20 000,00 €.

Sur ces bases, le **Conseil Municipal décide à l'unanimité**

- D'acter l'engagement, la liquidation et le mandatement de dépenses d'investissement avant le vote du BP 2022 dans la limite indiquée ci-dessus et pour les imputations budgétaires précitées.